ELECTIONS LEGISLATIVES du 23 NOVEMBRE 1958

MAURICE REMY

vraiment INDÉPENDANT

4e C

Electeurs, Electrices,

Demain vous allez voter.

Jamais une élection n'aura revêtu une telle importance politique.

SIGNIFICATION DU RÉFÉRENDUM. — En votant **OUI** le 28 Septembre à 80 %, vous avez voulu exprimer qu'un changement était nécessaire dans les mœurs politi-françaises et vous avez fait confiance au Général DE GAULLE pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Mais que vaut une constitution, si ce n'est par les Hommes qui sont chargés de l'appliquer et la faire respecter.

En votant OUI à 80 %, vous avez exprimé ainsi que des **HOMMES NOUVEAUX** devaient entrer au Parlement. Vous ne voulez plus revoir ceux de la **3e République** qui ont perdu la Guerre 1939-40, aux conséquences mortelles pour des millions d'hommes et de femmes, ni ceux de la **4e République,** frappés d'impuissance, incapables de se réformer, discutant, tel à Byzance, du sexe des Anges, pendant que s'écroulait un monde périmé et qu'un autre s'élaborait sur des bases nouvelles, à l'échelle des découvertes transcendantes de ces dernières années.

Vous voulez que l'Etat soit conduit comme doit l'être une bonne entreprise, par un **Bon Chef d'Entreprise,** par des Hommes d'action réalistes, habitués à la lutte et aptes à résoudre les nouvelles équations.

En bref des **HOMMES NOUVEAUX,** et non de ces chevaux de retour de l'ancienne politique, des hommes qui, avec un sang nouveau, s'occuperont des intérêts économiques, de vos intérêts vrais, qui doivent toujours se confondre avec ceux de la France.

N'ayant jamais appartenu à aucun parti politique, n'ayant jamais fait action politique, je suis **vraiment indépendant.** Ma candidature est celle d'un Homme qu'appelle uniquement le devoir et le courage civique. Mon action politique sera celle de ma **conscience.** Vous voterez pour un homme sachant organiser et administrer.

VITICULTEURS

L'Economie Viticole est en danger parce que :

1. — Nous sommes en pleine crise de récession économique et que le pouvoir d'achat des consommateurs est très diminué.
2. — Demain, le Marché Commun, si les Statuts viticoles des différents pays ne sont pas harmonisés judicieusement, troublera dangereusement notre économie viticole.
3. — Des prix stables sont nécessaires au développement et à la propagande de nos vins.

Il faut donc que vous ayez pour vous défendre un homme rompu aux affaires économiques, capable par son action de développer la vente de nos vins, tant sur le marché **national** que sur les marchés **internationaux.** Seule une demande accrue donnera à nos vins de qualité la valeur que vous en voulez.

Très au courant de la législation viticole et des marchés nationaux et internationaux, lors des discussions sur le Statut viticole du marché commun, **vos intérêts** seront âprement défendus, car un législateur non habitué aux affaires, ne voit pas toujours les **conséquences pratiques** de cette législation.

J'ai fait tant de **propagande** pour le rayonnement des vins d'Anjou et de Saumur et du Layon, en les hissant sur le même plan que ceux des grandes régions viticoles françaises, que mon passé est le garant de l'avenir et que j'attacherai toute ma vie à leur défense et à leur illustration.

AGRICULTEURS

L'Agriculture ne doit plus être considérée comme une activité inférieure de la France, elle est une source essentielle de sa richesse. Le monde agricole représente **25 %** de la population française et son sort ne doit pas être différent de celui des autres Français dans la mesure où il remplit sa mission économique.

a) Satisfaire les besoins du marché intérieur et de la communauté.

b) Exporter pour faire rentrer les devises nécessaires.

L'Etat doit définir les besoins intérieurs et extérieurs et assurer un niveau de vie comparable aux autres catégories professionnelles.

Elle doit donc se tourner résolument vers l'avenir en améliorant et sa production et sa productivité.

Une politique agricole devra donc comporter :

1° Une formation **professionnelle** de **Jeunes Ruraux** par un enseignement élémentaire agricole, en même temps qu'une instruction générale plus poussée.

2° Un **enseignement postscolaire** et de perfectionnement.

3° L'**assistance technique** dans le cadre professionnel.

4° Une politique financière et économique à long terme assurant par des **prix stables, que l'effort sera rentable.**

Enfin une politique rationnelle de l'**habitat rural** et de la vie sociale, de sorte que les **Jeunes Ruraux** gardent l'espoir qu'en restant dans leur village, ils restent des Français à part entière.

COMMERÇANTS et ARTISANS

C'est dans la **Liberté Economique**, dans la **saine** concurrence que vos affaires doivent se développer.

Nous sommes "**asphyxiés**" par la prolifération d'impôts et de taxes dont l'établissement et le recouvrement de certains coutent presque autant que le produit.

Il faut :

— Elever le plafond limite du chiffre d'affaires pour le régime du forfait.
— Elever l'abattement à la base de la taxe proportionnelle.
— Revaloriser le quotient de la surtaxe progressive.
— Réformer les finances lacales par la fusion de la contribution mobilière et de la taxe d'habitation.
— Supprimer les cascades de taxes par un impôt à la base sur l'énergie.
— Faire du simple afin de supprimer les tracasseries et l'inquisition.

POLITIQUE ECONOMIQUE et FINANCIÈRE

Deux périls menacent en permanence l'Economie Française : d'une part l'inflation et de l'autre la récession économique.

La principale cause de l'inflation est l'excès des dépenses publiques. La production doit alors s'élever pour que cet excès puisse être épongé sans que nos exportations faiblissent et déséquilibrent la balance ce nos paiements extérieurs.

La crise économique que nous traversons est sérieuse et risque de provoquer des réactions en chaîne.

C'est par le plein emploi, un franc stable et par des touches légères d'élargissement de crédit, que l'on redonnera à l'activité économique cette expansion qui, en diminuant le chômage partiel, redonnera le pouvoir d'achat sans augmentation inflationniste, à la condition toutefois qu'une politique de rigueur financière soit obtenue par une saine politique fiscale et budgétaire dans la liberté économique.

L'action devra donc porter sur :

1. — La diminution des dépenses publiques.
2. — La simplification et souvent la suppression des services administratifs parfois vieux de 150 ans.
3. — La refonte et la simplification d'une fiscalité trop lourde et mal répartie.
4. — Un programme d'exportation équilibrant notre balance des paiements, nous libérant de servitude politique.

LOGEMENT

Il faut réformer le financement de la construction neuve en accroissant l'aide de l'Etat, en réservant cette aide à ceux qui en ont besoin, et en la proportionnant à leurs possibilités financières. Il faut aussi construire avec l'aide de capitaux privés en leur assurant une rentabilité indexée. Un vaste programme de construction et d'entretien du patrimoine immobilier doit être un élément déterminant de la vie de la nation, et de l'expansion économique.

POLITIQUE SOCIALE

Jamais civilisation n'a pris une telle conscience de l'homme que la civilisation chrétienne à laquelle nous appartenons. Toutes les catégories sociales ont pris conscience de la dignité humaine et de son corollaire la justice sociale. L'homme n'est plus et ne veut plus être un pion sur l'échiquier économique. La seule limite à cette justice doit être celle des possibilités économiques dans la rigueur financière. On ne fait pas deux pommes en en coupant une en deux. La production économique et la productivité seront donc l'objet d'une recherche constante mise au service de l'amélioration du niveau de vie des hommes.

La famille sera protégée et aidée comme source de tout progrès spirituel et moral.

La Sécurité Sociale sera aménagée afin de réprimer certains abus et d'améliorer certaines prestations.

Les Vieillards, les Retraités, les petits Rentiers devront être assurés d'une fin de vie décente.

La liberté de l'enseignement sera respectée dans l'équité et l'enseignement technique développé.

Les jeunes seront encouragés aux sports et assurés d'un emploi stable.

POLITIQUE EXTÉRIEURE et d'OUTRE MER

Nous poserons comme principe que l'indépendance politique n'existe qu'autant que l'Etat n'est pas dans la dépendance économique et financière d'un autre Etat, cela implique l'équilibre de la balance des paiements extérieurs.

Les relations d'amitié entre les peuples peuvent alors s'établir sur la base d'échanges économiques et culturels, sans immixtion ou ingérance dans la politique intérieure.

La politique du GÉNÉRAL DE GAULLE en Algérie et au Sahara doit être considérée comme irréversible et le Général de Gaulle, aujourd'hui comme demain, est seul capable de mener à bonne fin la solution de ce problème et celui de la Communauté Franco-Africaine, dont les bases sont simplement jetées. Ramener le problème de la Communauté à un simple jeu d'équilibre entre nos investissements et nos crédits de fonctionnement en Afrique Noire et le débouché de nos produits métropolitains, c'est oublier qu'en dehors de toute mission culturelle, la France y fait une économie de dollars appréciable et, que dans le cadre de son expansion économique future, l'Afrique Noire pourra à l'intérieur de la zone franc contribuer à notre prospérité.

Défense de la Paix dans l'Union Européenne et une politique de désarmement contrôlé.

Votez : Neuf.

Le Remplaçant :

Francine REMY
Traductrice
Diplômée des Langues Orientales

Le Candidat :

Maurice REMY
Viticulteur et Négociant en Vins
INDÉPENDANT

IMP. LEROUX, SAUMUR